

Guide Exploitant du sol 2013

Personnes physiques

Une aide pratique pour remplir les formulaires M0 à M6



Table des matières

p 3

Bases légales

p 7

Formulaire M0 sur les renseignements généraux pour les exploitants du sol

p 13

Formulaire pour exploitant du sol tenant une comptabilité

p 19

Formulaire pour exploitant du sol sans comptabilité

Les différentes bases légales concernant l'imposition des exploitants du sol sont citées ci-dessous. Cette liste n'est pas exhaustive et d'autres informations complémentaires peuvent être obtenues auprès de l'Administration fiscale cantonale (AFC) ou sur le site de l'Administration fédérale des contributions (Afc) et sur celui de la Conférence suisse des impôts (CSI).

Lois et ordonnances

LHID	Loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes
LIFD	Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct
LIPP	Loi sur l'imposition des personnes physiques
LBFA	Loi fédérale sur le bail à ferme agricole L'ordonnance concernant le calcul des fermages agricoles
LDFR	Loi fédérale sur le droit foncier rural
LADFR	Loi d'application sur le droit foncier rural (loi cantonale)
ODFR	L'ordonnance sur le droit foncier rural Guide pour l'estimation de la valeur de rendement agricole (Appendice 1 à l'Ordonnance sur l'estimation de la valeur de rendement agricole du 4 octobre 1993), ci-après appelé «Guide» (entré en vigueur le 1er février 2004)

Autres sources

- Manuel sur l'évaluation des immeubles agricoles en considération de la LDFR et de la législation fédérale sur les impôts dans le cadre du «Guide pour l'estimation de la valeur de rendement agricole 1996» et de la loi sur l'aménagement du territoire
- Notice A/2001 agriculture/sylviculture
- Notice NL/2007 parts privées, prélèvements et salaires en nature

Autres sources (suite)

- Directives pour la détermination de la valeur locative agricole (logement du chef de l'exploitation agricole) émis par la CSI
- Directive pour l'estimation du bétail selon ART, AGROSCOPE RECKENHOLZ - TÄNIKON
- Circulaire AFC No 3 «Innovations apportées dans le traitement fiscal de l'agriculture et de la sylviculture» par la LIFD du 25.11.1992
- Circulaire AFC No 31 «Exploitations agricoles - report de l'imposition en cas d'affermage» du 22.12.2010

Liens

Etat de Genève	www.ge.ch
Administration fiscale cantonale genevoise (AFC)	www.ge.ch/impots
Administration fédérale des contributions (Afc)	www.estv.admin.ch
Service général de l'Agriculture	www.ge.ch/dt/agriculture/accueil.html
Recueil systématique genevois (RSG)	www.ge.ch/legislation
Conférence suisse des impôts (CSI) Elle dispose d'une commission spécifique chargée de régler les particularités liées à l'agriculture qui ne sont pas contenues dans les textes des lois fiscales.	www.steuerkonferenz.ch/f/index.htm



G-PP13M0

M₀

Activité indépendante 2013

Formulaire pour exploitant du sol

Renseignements généraux

☐ Contribuable ☐ Conjoint

Nom et/ou raison sociale du domaine agricole exploité

Adresse principale: No/Rue

Code postal

Lieu

Taux d'activité

 %

Nombre d'employé-es

Code commune

Nature juridique

☐ Raison individuelle ☐ Société en nom collectif
☐ Société simple ☐ Société en commandite simple

Clé de répartition

Tenue des comptes

Exercice comptable du au

Méthode de comptabilisation

☐ Méthode de l'encaissement-décaissement
☐ Méthode à la facturation

Déductions

- 32.10 Acompte(s) AVS/AI, APG, AF, AMat de l'exploitant versés
Uniquement pour l'exercice comptable **Joindre les justificatifs**
- 32.11 Cotisations complémentaires AVS/AI, APG, AF, AMat de l'exploitant Selon les décisions notifiées en 2013 **Joindre les justificatifs**
- 12.13 Montant de la provision AVS constituée Uniquement pour l'exercice comptable
- 12.14 Montant de la provision AVS dissoute Selon les décisions notifiées en 2013
- 32.12 Prévoyance 2ème pilier de l'exploitant (cotisations) **Joindre les justificatifs**
- 32.30 Rachat(s) de la prévoyance professionnelle **Joindre les justificatifs**
- 32.40 Cotisations au 3ème pilier **Joindre les justificatifs**
- 32.90 Déduction sur le gain de l'un des époux/partenaires
- 32.95 Déduction applicable uniquement au revenu le moins élevé
- 32.00 Total** A reporter sur la feuille récapitulative, code 32.00 col. 1 et 2

ICC

1. Revenu

IFD

2. Revenu

Méthode de comptabilisation des charges sociales (AVS)
Uniquement pour les activités utilisant la méthode comptable de la facturation

☐ Au décaissement
☐ Par la comptabilisation d'une provision

Formulaire M0 sur les renseignements généraux pour les exploitants du sol

Renseignements généraux



Formulaire M0 pour exploitant du sol 2013

Nom et prénom
N° de contribuable

Code postal
G-PP13M0

Activité indépendante 2013

Formulaire pour exploitant du sol

Renseignements généraux

☐ Contribuable ☐ Conjoint

Nom et/ou raison sociale du domaine agricole exploité

Adresse principale: No/Rue

Code postal

Lieu

Taux d'activité

Nombre d'employé-es

Code commune

Nature juridique

☐ Raison individuelle ☐ Société en nom collectif
☐ Société simple ☐ Société en commandite simple

Clé de répartition

Nom/raison sociale et adresse principale

Nom/raison sociale

Indiquez ici de manière détaillée le nom et/ou la raison sociale de votre activité lucrative indépendante.

Pour les contribuables astreints au registre du commerce, veuillez indiquer la raison sociale valide à la date de clôture des comptes.

Pour les autres contribuables, veuillez indiquer l'intitulé inscrit sur les comptes commerciaux remis en annexe ou celui inscrit sur les en-têtes des lettres de correspondance et/ou de factures émises.

Adresse principale, code postal et lieu

Veuillez nous préciser également l'adresse exacte de votre lieu d'activité professionnelle. Le lieu ne correspondant pas toujours à la commune de domicile, celui-ci peut être précisé par un autre nom de localité, d'hameau ou de lieu-dit.

Codes divers (taux d'activité, nombre d'employés et code commune)

Taux d'activité

Indiquez ici le taux d'activité (partiel ou complet) lié à votre activité lucrative indépendante déployée, et, le cas échéant, par rapport à vos autres activités professionnelles dépendantes ou indépendantes.

Civilité

Depuis l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007 de la loi fédérale sur le partenariat enregistré (LPart), les mentions «Madame» et «Monsieur» ont été remplacées par les dénominations «Contribuable» et «Conjoint».

Dès lors que les annexes concernant l'activité lucrative indépendante ne précisent plus la civilité de l'indépendant, chaque annexe pouvant être remplie par le contribuable ou par son conjoint, il est impératif de préciser la civilité de la personne exerçant une activité lucrative indépendante.

Dès que l'on se trouve en présence de plusieurs activités lucratives indépendantes, il convient de remplir une annexe par activité.

Attention

Afin de faciliter le processus de taxation au sein de l'administration, nous prions les contribuables remplissant leur déclaration de façon manuscrite, de n'utiliser que des annexes (**M0** à **M6**) originales sous format **A4** ou **A3**, qu'ils peuvent obtenir à l'accueil de l'Hôtel des Finances.

Nombre d'employé-e-s

Veuillez préciser ici le nombre d'employé-e-s travaillant dans le cadre de votre activité lucrative indépendante.

Code commune

Précisez ici la commune de domicile de votre activité lucrative indépendante. Afin de permettre à l'autorité fiscale d'attribuer correctement la part d'impôt qui revient à la commune où l'activité indépendante est exercée, il est indispensable d'indiquer ce code avec précision.

Vous trouverez les codes correspondants pour les communes du canton de Genève **en page 56** du guide Indépendants 2013.

Pour les contribuables exerçant leur activité dans un autre canton ou dans un autre pays, veuillez indiquer le code correspondant au canton ou au pays concerné (**codes en page 57 du guide Indépendant 2013**).

Nature juridique et clé de répartition

Nature juridique

Indiquez ici la raison sociale de votre activité lucrative indépendante en cochant la proposition correspondante. Cette donnée doit concorder avec la nature juridique annoncée au registre du commerce (RC).

Pour les contribuables qui ne sont pas inscrits au registre du commerce la nature juridique, même indicative, doit être mentionnée. Il en va de même pour ceux dont la raison sociale aurait changé pendant le dernier exercice comptable.

De plus, les entreprises générant un chiffre d'affaires inférieur à CHF 100'000.- sont, en général, présumées être exploitées en entreprise individuelle (raison individuelle) tant qu'elles sont en main d'un seul propriétaire, et en société en nom collectif dès qu'elles sont détenues par deux ou plusieurs associés.

Clé de répartition

Quelle que soit la nature juridique d'une société (exception faite de la raison individuelle), il existe la possibilité pour les associés d'élaborer une ou des conventions entre eux afin de répartir les charges, les produits ou le bénéfice selon la volonté des contractants. En général, ces conventions vont au-delà d'un partage à parts égales prévu par le Code des Obligations (art. 533 CO).

Veuillez compléter cette rubrique lorsqu'une clé de répartition particulière entre dans le calcul des charges, des produits ou du bénéfice net de la société. Nous vous prions également de nous remettre une copie de la (des) convention(s) ainsi que, si nécessaire, une copie du contrat de société pour les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite simple et les sociétés simples.

Tenue des comptes

Tenue des comptes	
Exercice comptable du	<div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 20px; margin-right: 5px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 20px; margin-right: 5px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 20px; margin-right: 5px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 20px; margin-right: 5px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 20px; margin-right: 5px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 20px; margin-right: 5px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 20px; margin-right: 5px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 20px; margin-right: 5px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 20px; margin-right: 5px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 20px; margin-right: 5px;"></div> </div>
au	<div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 20px; margin-right: 5px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 20px; margin-right: 5px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 20px; margin-right: 5px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 20px; margin-right: 5px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 20px; margin-right: 5px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 20px; margin-right: 5px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 20px; margin-right: 5px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 20px; margin-right: 5px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 20px; margin-right: 5px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 20px; height: 20px; margin-right: 5px;"></div> </div>
Méthode de comptabilisation <input type="checkbox"/> Méthode de l'encaissement-décaissement <input type="checkbox"/> Méthode à la facturation	

Exercice comptable

Précisez ici la date de début et de fin de l'exercice comptable.

La loi sur l'imposition des personnes physiques (LIPP) précise à son article 62, al. 2: «*Le produit de l'activité lucrative indépendante se détermine d'après le résultat des exercices*

commerciaux clos pendant la période fiscale ».

L'article 63 de cette loi énonce également: «*Les contribuables qui exercent une activité lucrative indépendante doivent clôturer leurs comptes à chaque période fiscale, en cas de*

cessation de leur activité lucrative, ainsi qu'à la fin de l'assujettissement. La clôture des comptes n'est pas obligatoire lorsque l'activité n'a débuté qu'au cours du deuxième semestre de la période fiscale ».

Ainsi, le revenu imposable d'une activité lucrative indépendante correspond, pour la période fiscale 2013, à l'exercice comptable 2013 ou à l'exercice 2012/2013 si l'exercice comptable chevauche deux années civiles (exemple: du 1er octobre 2012 au 30 septembre 2013).

Si l'activité lucrative indépendante a débuté pendant le premier semestre d'une année civile, les comptes commerciaux doivent être obligatoirement clôturés au plus tard le 31 décembre de celle-ci.

Méthode de comptabilisation

Méthode de la facturation

Le revenu de l'activité lucrative indépendante est déterminé sur la **base des factures** dressées durant l'exercice comptable. Le chiffre d'affaires tient compte des factures émises aux débiteurs, ce principe étant également applicable aux charges commerciales.

Cette méthode implique la tenue de différents inventaires et comptes transitoires car les variations des inventaires influencent le revenu professionnel. Les états financiers comprendront ainsi des postes débiteurs et/ou créanciers, des postes de stocks ainsi que des postes d'actifs et/ou de passifs transitoires.

Méthode de l'encaissement - décaissement

Le principe essentiel de cette méthode est de considérer le revenu réalisé au moment de **l'encaissement des honoraires** et du **décaissement des frais commerciaux** et

non au moment de la naissance de la créance. Tous les encaissements et décaissements provenant de l'activité lucrative indépendante sont des recettes ou des charges.

Si l'établissement des inventaires en fin de période est obligatoire, leurs variations n'influencent pas le revenu réalisé. De plus, il n'est pas autorisé de procéder à des corrections de produits ou de charges par des comptes transitoires.

Les déductions sociales

Déductions		ICC	IFD
		1. Revenu	2. Revenu
32.10	Acompte(s) AVS/AI, APG, AF, Amat de l'exploitant versés Uniquement pour l'exercice comptable Joindre les justificatifs		
32.11	Cotisations complémentaires AVS/AI, APG, AF, Amat de l'exploitant Selon les décisions notifiées en 2013 Joindre les justificatifs		
12.13	Montant de la provision AVS constituée Uniquement pour l'exercice comptable		
12.14	Montant de la provision AVS dissoute Selon les décisions notifiées en 2013		
32.12	Prévoyance 2ème pilier de l'exploitant (cotisations) Joindre les justificatifs		
32.30	Rachat(s) de la prévoyance professionnelle Joindre les justificatifs		
32.40	Cotisations au 3ème pilier A Joindre les justificatifs		
32.90	Déduction sur le gain de l'un des époux/partenaires		
32.95	Déduction applicable uniquement au revenu le moins élevé		
32.00	Total A reporter sur la feuille récapitulative, code 32.00 col. 1 et 2		

Méthode de comptabilisation des charges sociales (AVS)
Uniquement pour les activités utilisant la méthode comptable de la facturation

☐ Au décaissement
☐ Par la comptabilisation d'une provision

Les cotisations AVS/AI, APG, AF, Amat (32.10, 32.11, 12.13, 12.14)

Pour les contribuables astreints à tenir des livres ou qui tiennent une

comptabilité commerciale, la déduction des cotisations AVS/AI, APG, AF, Amat est prise en compte selon la méthode de comptabilisation utilisée soit :

- **méthode de l'encaissement - décaissement :**
la totalité des propres cotisations de l'indépendant, payées durant l'année fiscale, peut être déduite.
- **méthode de la facturation :**
la totalité des propres cotisations de l'indépendant, facturées durant l'année fiscale, peut être déduite.

Afin de déterminer la méthode comptable choisie pour la comptabilisation des cotisations sociales pour les contribuables astreints à tenir des livres ou qui tiennent une comptabilité nous vous prions de répondre à la question posée en cochant la méthode utilisée.

Pour les contribuables sans comptabilité commerciale, non astreints à tenir des livres, la totalité de leurs propres cotisations AVS/AI, APG, AF, Amat versées durant l'année fiscale peut être déduite.

Les cotisations sociales versées et/ou facturées en 2013 pour l'année commerciale 2013 (selon les décisions d'acomptes de la caisse de compensation) doivent être déclarées sous la rubrique 32.10 «Cotisations AVS/AI, APG, AF, Amat de l'exploitant».

Pour les exploitants utilisant la méthode de l'encaissement-décaissement toutes les cotisations supplémentaires payées en 2013 suite à une(des) décision(s) définitive(s) notifiée(s) par une caisse de compensation pour une(des) année(s) antérieure(s) à l'année 2013 doivent être déduites sous la rubrique 32.11 «Cotisations complémentaires AVS/AI, APG, AF, Amat de l'exploitant».

Les contribuables astreints à tenir une comptabilité ou ceux qui tiennent une comptabilité commerciale, doivent respecter le principe d'étanchéité des exercices fondé sur le caractère annuel et périodique de l'impôt qui exige d'un revenu ou d'une dépense qu'il soit attribué à l'exercice durant lequel est née l'obligation ou la pré-tention juridique.

Afin de respecter ce principe, ces contribuables doivent comptabiliser la différence entre les acomptes notifiés par leur caisse de compensation et la cotisation estimée selon le bénéfice net déclaré. Ainsi, dans les

cas où cette différence est positive une provision doit être créée (12.13) en fin d'exercice et dissoute (12.14) lorsqu'intervient la notification de la décision définitive de leur caisse de compensation. L'étanchéité des exercices sera ainsi respectée.

Le montant de la provision AVS constituée et inscrite sous la rubrique 12.13 concerne obligatoirement l'année fiscale 2013.

Le montant de la provision dissoute est à mettre en relation avec les décisions définitives reçues d'une caisse de compensation pour une année antérieure. Lorsque la décision de la Caisse de compensation aboutit à un remboursement effectif en 2013, celui-ci sera déduit des acomptes versés pour l'année 2013 sous la rubrique 32.10.

Attention

Les justificatifs des acomptes provisionnels facturés durant la période fiscale 2013 doivent être joints à la déclaration 2013. De plus, toutes les décisions notifiées par une caisse de compensation durant l'année 2013 pour une période précédente doivent également être remis avec la déclaration d'impôts.

La prévoyance professionnelle - 2e pilier (32.12)

Les cotisations ordinaires des contribuables indépendants doivent être attestées sur la formule 21 EDP/dfi 3. La répartition de ces cotisations

entre le compte de pertes et profits et la déclaration peut s'effectuer de deux manières différentes.

Si l'indépendant est assuré dans la même institution de prévoyance professionnelle que son personnel, la part employeur (c'est-à-dire celle qui sera portée dans le compte de pertes et profits) correspond au même pourcentage que la part prise en charge pour ses employés.

Veuillez nous préciser ce pourcentage, justificatifs à l'appui, lorsque celui-ci s'écarte fortement d'une répartition à part égale.

Si l'indépendant n'a pas de personnel ou est affilié dans une autre institution de prévoyance que son personnel, la part de l'employeur (qui sera portée dans le compte de pertes et profits) correspond à 50 % de sa cotisation personnelle.

Le(s) rachat(s) de prévoyance professionnelle (32.30)

Les versements effectués en 2013 pour le rachat d'année(s) d'assurance ou pour la finance d'entrée peuvent être déduits. Veuillez nous fournir le(s) justificatif(s) du(des) rachat(s) effectué(s) en nous remettant la(les) formule(s) 21 EDP/dfi 3 correspondantes.

Les cotisations au 3ème pilier A (32.40)

Les cotisations ou versements effectués en 2013 pour le 3ème pilier A sont déductibles à concurrence de :

- CHF 6'682.- si vous êtes affilié à une institution de prévoyance professionnelle.
- 20 % du revenu déterminant (bénéfice net moins cotisations AVS/AI, APG, AF, Amat) mais au maximum CHF 33'408.- si vous n'êtes pas affilié à une institution de prévoyance professionnelle.

Un éventuel surplus ne sera pas admis en déduction et devra être restitué par l'institution de prévoyance.

Les cotisations au 3ème pilier A doivent être attestées sur la formule 21 EDP/dfi 3.

La déduction sur le gain de l'un des époux/partenaires

IFD

Lorsque les époux/partenaires enregistrés vivent en ménage commun et exercent chacun une activité lucrative, ils peuvent déduire 50 % du

produit de l'activité lucrative la moins rémunérée mais au maximum une déduction de CHF 13'400.-.

Lorsque le conjoint fournit un travail important pour seconder l'autre dans sa profession, son commerce ou son entreprise, une déduction pour double activité des conjoints/partenaires enregistrés est également admise. La moitié du revenu global de l'activité lucrative indépendante est alors attribuée à chaque époux/partenaires enregistrés. Les époux/partenaires enregistrés peuvent justifier d'une autre répartition.

Le revenu de l'activité lucrative est constitué du revenu imposable de l'activité lucrative indépendante (code 12.01) diminué des codes 32.10 à 32.40 et/ou de l'activité lucrative salariée (code 11.00 ou 21.00) diminué des codes 31.10 à 31.63 respectivement 41.10 à 41.63.

Si, une fois les déductions ci-dessus faites, le revenu net de l'activité lucrative la moins élevée est inférieur

à CHF 8'100.-, la déduction sera limitée au montant du revenu net.

Si le revenu net de l'activité lucrative la moins élevée se situe entre CHF 8'100.- et CHF 16'200.-, la déduction sera de CHF 8'100.-.

Si le revenu net de l'activité lucrative la moins élevée dépasse CHF 16'200.-, la déduction s'élève à 50 % de ce revenu. La déduction maximale est limitée à CHF 13'400.-.

ICC

Lorsque les époux/partenaires enregistrés vivent en ménage commun, un montant de CHF 500.- est déduit du produit du travail le plus bas qu'obtient l'un des conjoints pour une activité indépendante de la profession, du commerce ou de l'entreprise de l'autre.

Une déduction analogue est accordée lorsque l'un des conjoints seconde l'autre sans rémunération dans l'exercice de sa profession, de son commerce ou son entreprise.



G-PP13M1

M₁

Activité indépendante 2013

Formulaire pour exploitant du sol tenant une comptabilité

Détermination du revenu selon la comptabilité

Les reprises fiscales ont-elles déjà été ajoutées/déduites dans les comptes commerciaux? ☐ Oui ☐ Non

		ICC et IFD	
		1. et 2. Revenu	
12.55	Bénéfice/Perte selon compte de résultat		
12.56	Valeur locative Habitation occupée par l'exploitant	+	
12.57	Produits de sous-location Biens immobiliers agricoles et fermages	+	
12.58	Amortissements et provisions	+	
12.59	Salaires	+	
12.60	Intérêts de dettes	+	
12.61	Part privée assurances incendie, RC, accidents	+	
12.62	Part privée téléphone, électricité, chauffage	+	
12.63	Part privée entretien véhicule, leasing	+	
12.64	Part privée logement occupé par l'exploitant non propriétaire	+	
12.65	Prélèvements en nature	+	
12.66	Autres reprises	+	
12.67	Produits de sous-location à des tiers	-	
12.68	Autres déductions	-	
12.01	Bénéfice net A reporter sur la feuille récapitulative, code 12.00, col. 1 et 2		

57.20	Pertes non compensées	
57.00	Perte nette A reporter sur la feuille récapitulative, code 57.00, col. 1 et 2	

Bilan agricole

12.48	Actifs circulants	
12.49	Actifs immobilisés	
12.50	Actifs commerciaux bruts A reporter sur la feuille récapitulative, code 12.50, col. 1 et 2	
57.50	Passifs commerciaux (dettes) A reporter sur la feuille récapitulative, code 57.50, col. 1 et 2	
12.70	Fonds propres engagés dans une société en nom collectif A reporter sur la feuille récapitulative fortune, code 12.00, col. 1 et 2	



G-PP13M2

M₂

Cultures agricoles

Quel genre de culture exploitez-vous?

☐ Agricole ☐ Fruitière ☐ Elevage
☐ Viticole ☐ Maraîchère ☐ Autres

Genre de culture

Surface cultivée en ares Propriété en Suisse

Surface cultivée en ares Propriété en France

Genre de culture

Surface cultivée en ares Propriété en Suisse

Surface cultivée en ares Propriété en France

Avez-vous des terrains en fermage ou pris à ferme?
 Si oui, veuillez nous remettre le détail des postes concernés

☐ Oui ☐ Non

Cheptel vif

	Nbre	Valeur	Total		Nbre	Valeur	Total
Chevaux d'élevage				Veaux < 6 mois			
Chevaux < 3 mois				Veaux < 1 an			
Poulains < 1 an				Truies et verrats			
Chevaux de selle				Porcs de boucherie			
Bovins < 1 an				Jeunes porcs			
Bovins > 1 an				Moutons et chèvres			
Taureaux				Volailles			
Vaches				Poneys			
Genisses < 2 ans				Divers			
Genisses > 2 ans				Total			

Bâtiments agricoles

Avez-vous acquis, construit ou rénové des bâtiments durant l'exercice?
 Si oui, veuillez nous remettre les justificatifs

☐ Oui ☐ Non

Formulaire pour exploitant du sol tenant une comptabilité

Détermination du revenu selon la comptabilité

Nom et prénom
N° de contribuable


G-PP13M1



Activité indépendante 2013

Formulaire pour exploitant du sol tenant une comptabilité

Détermination du revenu selon la comptabilité

Les reprises fiscales ont-elles déjà été ajoutées/déduites dans les comptes commerciaux? ☐ Oui ☐ Non

		ICC et IFD	
		1. et 2. Revenu	
12.55	Bénéfice/Perte selon compte de résultat		
12.56	Valeur locative Habitation occupée par l'exploitant	+	
12.57	Produits de sous-location Biens immobiliers agricoles et fermages	+	
12.58	Amortissements et provisions	+	
12.59	Salaires	+	
12.60	Intérêts de dettes	+	
12.61	Part privée assurances incendie, RC, accidents	+	
12.62	Part privée téléphone, électricité, chauffage	+	
12.63	Part privée entretien véhicule, leasing	+	
12.64	Part privée logement occupé par l'exploitant non propriétaire	+	
12.65	Prélèvements en nature	+	
12.66	Autres reprises	+	
12.67	Produits de sous-location à des tiers	-	
12.68	Autres déductions	-	
12.01	Bénéfice net A reporter sur la feuille récapitulative, code 12.00, col. 1 et 2		
57.20	Pertes non compensées		
57.00	Perte nette A reporter sur la feuille récapitulative, code 57.00, col. 1 et 2		

12.55 Bénéfice/Perte selon compte de résultat

Le résultat comptable est à reporter sous cette rubrique.

12.56 Valeur locative: habitation occupée par l'exploitant

Seule la valeur locative liée à l'habitation de l'exploitant (estimée à la valeur de rendement), figurant au point 15.10 de l'annexe D (Immeuble), est à reporter sous cette rubrique.

12.57 Produits de sous-location: biens immobiliers agricoles et fermages.

Seuls les loyers encaissés à caractère commercial (employés de l'exploitation, mise en fermage agricole) sont à reporter sous cette rubrique.

12.58 Amortissements et provisions

La notice A/2001 publiée par l'Afc fixe des taux considérés comme usuels en matière d'amortissement. Tout montant supérieur au taux admis en droit fiscal est à reporter sous cette rubrique.

De plus, les amortissements effectués sur du matériel, des véhicules ou des biens utilisés à titre privé sont également à reporter sous cette rubrique.

Si vous nous remettez des comptes commerciaux dans lesquels les reprises fiscales (soit les rubriques 12.55 à 12.68 ci-dessous) ont déjà été effectuées, veuillez répondre oui à la question posée et ne pas remplir les points concernés.

Les postes repris doivent ainsi clairement ressortir du compte de pertes et profits.

Exemple

Charge brute
– reprise fiscale*
= Charge nette

* effective ou part forfaitaire selon notice(s)

Les provisions non admises fiscalement selon les articles 29 LIFD et 30 let. e LIPP, ainsi que les provisions non justifiées par l'usage commercial, sont à reporter sous cette rubrique.

12.59 Salaires

Nous vous rappelons que le salaire de l'exploitant ne peut pas être déduit dans les comptes commerciaux, mais doit faire partie intégrante du bénéfice d'exploitation.

Les salaires des employés occupés aux besoins privés de l'exploitant et de sa famille ne sont pas considérés comme des charges justifiées par l'usage commercial.

Les charges sociales (AVS/AI, APG, AC), les cotisations à des institutions de prévoyance (2ème pilier et 3ème pilier a) en corrélation avec le salaire de l'exploitant sont à déduire sous l'annexe **B4**. Une cotisation paritaire (privé-professionnel) pour les cotisations AVS et de 2ème pilier est admise pour autant que cette pratique soit constante dans le temps.

12.60 Intérêts de dettes

Les intérêts de dettes privées ne sont pas considérés comme des charges commerciales. Ces intérêts sont à ressortir des comptes commerciaux et doivent être reportés sur l'annexe **E** (Intérêts et dettes) de la déclaration d'impôts.

12.61 Part privée assurances incendie, RC, accidents

Seuls les frais directement liés à l'exploitation agricole sont déduc-

tibles dans les comptes commerciaux. La part privée est à ressortir et à reporter sous cette rubrique.

12.62 Part privée téléphone, électricité, chauffage

Seuls les frais directement liés à l'exploitation agricole sont déductibles dans les comptes commerciaux. Si aucun montant effectif n'est retenu, la part privée forfaitaire à ressortir et à reporter sous cette rubrique est déterminée selon la notice fédérale NL1/2007.

12.63 Part privée entretien véhicule, leasing

Seuls les frais directement liés à l'exploitation agricole sont déductibles dans les comptes commerciaux. Si aucun montant effectif n'est retenu, la part privée forfaitaire à ressortir et à reporter sous cette rubrique est déterminée selon la notice fédérale NL1/2007.

12.64 Part privée logement occupé par l'exploitant non propriétaire

La valeur marchande du logement du chef d'exploitation se détermine d'après l'ordonnance concernant le calcul des fermages agricoles.

12.65 Prélèvements en nature

Si aucun montant effectif n'est ajouté aux revenus de l'exploitation, le(s) montant(s) forfaitaire(s) à reporter sous cette rubrique est(sont) déterminé(s) par la notice fédérale NL1/2007.

12.66 Autres reprises

Toutes parts privées liées à d'autres postes comptables sont à indiquer sous cette rubrique.

12.67 Produits de sous-location à des tiers

Le produit de location de biens immobiliers à des tiers ou à d'autres membres de la famille (parents, enfants, etc...) ne fait pas partie du revenu agricole.

Le montant déduit sous cette rubrique est à indiquer au point 15.20 de l'annexe **D** (Immeuble). Veuillez indiquer le(s) numéro(s) de bâtiment(s) et de(s) parcelle(s) concerné(s).

12.68 Autres déductions

Toutes corrections liées à d'autres postes comptables sont à indiquer sous cette rubrique.

12.01 Bénéfice net

Le bénéfice net se calcule en additionnant les ajustements ci-dessus au bénéfice ou à la perte selon compte de résultat (12.55).

57.20 Pertes non compensées

Les pertes non compensées des années antérieures, selon les articles 30 lettre f LIPP et 211 LIFD, sont à indiquer sous cette rubrique.

57.00 Perte nette

La perte nette se calcule en additionnant les ajustements ci-dessus au bénéfice ou à la perte selon compte de résultat (12.55).

Bilan agricole

Bilan agricole		ICC
12.48	Actifs circulants	
12.49	Actifs immobilisés	
12.50	Actifs commerciaux bruts A reporter sur la feuille récapitulative fortune, code 12.00	
57.50	Passifs commerciaux (dettes) A reporter sur la feuille récapitulative fortune, code 57.00	
12.70	Fonds propres engagés dans une société en nom collectif ou en commandite simple A reporter sur la feuille récapitulative fortune, code 12.00	

57.50 Passifs commerciaux

Vous devez déclarer sous cette rubrique le total de vos dettes commerciales.

Les passifs commerciaux (ou fonds étrangers) englobent notamment les postes créanciers, fournisseurs, dettes financières à court terme, les passifs transitoires (passifs de régularisation), les provisions et les dettes à long terme.

Seules les dettes hypothécaires directement liées au domaine agricole (bâtiments utilisés dans le cadre de l'activité agricole) font parties de la fortune professionnelle.

12.70 Fonds propres engagés dans une société en nom collectif ou en commandite simple

Cette rubrique sert à préciser votre part nette au capital si vous êtes associé au sein d'une société en nom collectif ou d'une société en commandite simple inscrite au registre du commerce et que vous n'êtes pas en découvert à la date de clôture de l'exercice comptable. Si par contre, vous êtes en découvert à cette même période vous devez déclarer celui-ci sous la rubrique des «passifs commerciaux» (57.50).

12.48 Actifs circulants

Les actifs circulants englobent notamment les postes liquidités et titres (caisse, poste, avoirs bancaires, etc...), les créances (débiteurs, clients, ducroire, actifs transitoires) et les stocks (matières premières et marchandises).

12.49 Actifs immobilisés

Les actifs immobilisés comprennent toutes les immobilisations dont l'exploitation dispose. On peut notamment citer les immeubles agricoles, les installations d'exploitation, les véhicules et les prêts à long terme.

Les immeubles agricoles, directement liés à l'activité, doivent être listés de la manière suivante :


- Habitation de l'exploitant
- Bâtiments ruraux
- Constructions légères
- Nouvelles constructions, acquisitions
- Améliorations (transformations et rénovations)
- Terres

Pour tous les biens du domaine agricole déclarés dans les comptes, veuillez cocher la case «E=Exploitation» de l'annexe D (Immeubles), afin d'éviter une double imposition.

12.50 Actifs commerciaux bruts

Indiquez ici la somme des rubriques 12.48 et 12.49 (ce montant doit être positif).

Cultures agricoles


G-PP13M2

M₂

Cultures agricoles

Quel genre de culture exploitez-vous?

☐ Agricole
☐ Viticole

☐ Fruitière
☐ Maraîchère

☐ Elevage
☐ Autres

Genre de culture			
Surface cultivée en ares Propriété en Suisse			
Surface cultivée en ares Propriété en France			

Genre de culture			
Surface cultivée en ares Propriété en Suisse			
Surface cultivée en ares Propriété en France			

Avez-vous des terrains en fermage ou pris à ferme ?
Si oui, veuillez nous remettre le détail des postes concernés

☐ Oui ☐ Non

Veuillez répondre à la question posée et remplir le tableau des surfaces cultivées.

Les noms, les prénoms et les montants des différents bailleurs ou fermiers liés aux surfaces prises à ferme ou en fermage doivent nous être communiqués. Si un bail à ferme écrit existe, veuillez nous remettre une copie du contrat. Dans le cas d'un contrat oral, merci de nous en préciser les clauses.

Cheptel vif

Cheptel vif

	Nbre	Valeur	Total		Nbre	Valeur	Total
Chevaux d'élevage				Veaux < 6 mois			
Chevaux < 3 mois				Veaux < 1 an			
Poulains < 1 an				Truies et verrats			
Chevaux de selle				Porcs de boucherie			
Bovins < 1 an				Jeunes porcs			
Bovins > 1 an				Moutons et chèvres			
Taureaux				Volailles			
Vaches				Poneys			
Génisses < 2 ans				Divers			
Génisses > 2 ans				Total			

Veuillez compléter le tableau du cheptel vif en y précisant pour chaque tête de bétail le nombre, la valeur unitaire et le montant total.

Le bétail est évalué selon les directives éditées annuellement par la CSI. Elles sont disponibles sur son site (voir lien en page 6).

La variation d'inventaire du cheptel vif doit toujours être comptabilisée par l'intermédiaire du compte de pertes et profits.

Bâtiments agricoles

Bâtiments agricoles

Avez-vous acquis, construit ou rénové des bâtiments durant l'exercice ? ☐ Oui ☐ Non
Si oui, veuillez nous remettre les justificatifs

Veuillez répondre à la question posée et nous remettre, en cas de réponse positive, les justificatifs des divers travaux ou nouvelles constructions effectués en y indiquant le montant total (sans déduction d'éventuelles subventions perçues).

Documents complémentaires à joindre à la déclaration fiscale

- Le tableau complet des amortissements
- Le détail du poste « Fermage »
- Le détail du poste « Pris à ferme »
- Les justificatifs relatifs aux améliorations de biens agricoles et aux nouvelles constructions
- La décision de l'autorité compétente ainsi que le décompte final de l'opération pour toute subvention et/ou indemnité touchées lorsque celles-ci évoluent significativement par rapport à l'année précédente
- Le relevé des cotisations sociales (AVS) ou des acomptes de cotisations payés en 2013
- Les décisions définitives reçues de la caisse de compensation (AVS) des cotisations sociales liées à une période fiscale précédente
- Le(s) justificatif(s) des cotisations de prévoyance professionnelle acquittées en 2013
- Le(s) justificatif(s) des rachats de la prévoyance professionnelle effectués en 2013
- Le(s) justificatif(s) des cotisations 3ème pilier a (prévoyance liée) effectuées en 2013

Les documents ci-dessus sont essentiels et doivent nous être impérativement remis avec votre déclaration d'impôt

M₆

G-PPI.386

Tableau des amortissements de l'exercice

Veuillez remplir le tableau ci-dessous de manière précise et détaillée et nous remettre un tableau additionnel si nécessaire.

Dénomination de l'actif immobilisé	ICC et IFD			
	1. et 2. Revenu			
Date d'acquisition de l'actif immobilisé				
Taux d'amortissement appliqué				
Valeur en début d'exercice				
Acquisitions et apports privés				
Ventes et transferts dans la fortune privée				
Amortissements comptables				
Valeur en fin d'exercice				

M₃

G-PPI.383

Activité indépendante 2013

Formulaire pour exploitant du sol sans comptabilité

Cultures agricoles

Quel genre de culture exploitez-vous? ☐ Agricole ☐ Pâturisme ☐ Élevage

Genre de culture _____

Surface cultivée en arros **Propriété en Suisse** _____

Surface cultivée en arros **Propriété en France** _____

Genre de culture _____

Surface cultivée en arros **Propriété en Suisse** _____

Surface cultivée en arros **Propriété en France** _____

Avez-vous des terrains en fermage ou pris à ferme? ☐ Oui ☐ Non
Si oui, veuillez nous remettre une liste détaillée.

Cheptel vif

Nbre	Valeur	Total	Nbre	Valeur	Total
Chevaux d'élevage			Vaches		
Chevaux < 3 mois			Chevaux		
Chevaux > 3 mois			Chevaux		
Poulains			Poulains		
< 1 an			< 1 an		
Chevaux de selle			Chevaux de selle		
Bovins			Bovins		
< 1 an			< 1 an		
Bovins			Bovins		
> 1 an			> 1 an		
Porcs			Porcs		
< 3 ans			< 3 ans		
Porcs			Porcs		
> 3 ans			> 3 ans		
Volailles			Volailles		
Canards			Canards		
< 3 ans			< 3 ans		
Canards			Canards		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Caprins			Caprins		
< 3 ans			< 3 ans		
Caprins			Caprins		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
< 3 ans			< 3 ans		
Chèvres			Chèvres		
> 3 ans			> 3 ans		
Chèvres					

Cultures agricoles

Nom et prénom

N° de contribuable



G-PP13M3

M₃

Activité indépendante 2013

Formulaire pour exploitant du sol sans comptabilité

Cultures agricoles

Quel genre de culture exploitez-vous?

☐ Agricole
☐ Viticole

☐ Fruitière
☐ Maraîchère

☐ Elevage
☐ Autres

Genre de culture

Surface cultivée en ares **Propriété en Suisse**

Surface cultivée en ares **Propriété en France**

--

--

--

--

--

--

Genre de culture

Surface cultivée en ares **Propriété en Suisse**

Surface cultivée en ares **Propriété en France**

--

--

--

--

--

--

Avez-vous des terrains en fermage ou pris à ferme?
Si oui, veuillez nous remettre une liste détaillée

☐ Oui ☐ Non

Veuillez répondre à la question posée et remplir le tableau des surfaces cultivées.

Les noms, les prénoms et les montants des différents bailleurs ou fermiers liés aux surfaces prises à ferme ou en fermage doivent nous être communiqués. Si un bail à ferme écrit existe, veuillez nous remettre une copie du contrat. Dans le cas d'un contrat oral, merci de nous en préciser les clauses.

Cheptel vif

Cheptel vif

	Nbre	Valeur	Total		Nbre	Valeur	Total
Chevaux d'élevage				Veaux < 6 mois			
Chevaux < 3 mois				Veaux < 1 an			
Poulains < 1 an				Truies et verrats			
Chevaux de selle				Porcs de boucherie			
Bovins < 1 an				Jeunes porcs			
Bovins > 1 an				Moutons et chèvres			
Taureaux				Volailles			
Vaches				Poneys			
Génisses < 2 ans				Divers			
Génisses > 2 ans				Total			

Veuillez compléter le tableau du cheptel vif en y précisant pour chaque tête de bétail le nombre, la valeur unitaire et le montant total.

Le bétail est évalué selon les directives éditées annuellement par la CSI. Elles sont disponibles sur son site (voir lien en page 6).

La variation d'inventaire du cheptel vif doit toujours faire partie du compte d'ajustement de marchandises (M6).

Contributions et indemnités

Contributions et indemnités

Avez-vous perçu des contributions ou des indemnités durant l'exercice?
Si oui, veuillez nous remettre les justificatifs

☐ Oui ☐ Non

Veuillez répondre à la question posée.

Pour toutes nouvelles contributions

et indemnités touchées, veuillez joindre les justificatifs avec votre déclaration d'impôts (la décision de l'autorité compétente et le décompte

final de l'opération).
Exemple :

- prêts sans intérêts
- subventions pour les améliorations structurelles et les nouvelles constructions
- prêts au désendettement
- prêts au emploi
- contributions écologiques
- etc.

Fortune professionnelle



G-PP13M4

M₄

Fortune professionnelle

Caisse
Poste, banque
Débiteurs
Cheptel vif
Capital plantes, vergers, vignes, améliorations foncières
Stock marchandises à vendre
Stock marchandises d'exploitation
Machines, matériel, outillage
Tracteurs, véhicules Exploitation
Installations, serres
Bâtiments agricoles
Nouvelles constructions, acquisitions
Transformations, rénovations
Terres
Divers
Total A reporter sur la feuille récapitulative fortune, code 12.00

Fournisseurs
Dettes chirographaires
Joindre les justificatifs
Dettes hypothécaires
Joindre les justificatifs
Autres dettes
Divers
Total A reporter sur la feuille récapitulative fortune, code 57.00

Fortune professionnelle nette

ICC

3. Fortune

Veuillez compléter le tableau de la fortune professionnelle de l'annexe M₄.

La valeur globale du cheptel vif s'obtient en remplissant le tableau de l'annexe M₃.

La valeur des biens (machines, matériels, outillage, tracteurs, véhicules, installations - serres, etc...) se détermine en complétant le tableau des amortissements en page M₆.

Les immeubles agricoles directement liés à l'activité commerciale (installations, serres, bâtiments agricoles) doivent faire partie de la fortune professionnelle. Pour tous ces biens, veuillez cocher la case «E = Exploitation» de l'annexe D (Immeubles), afin d'éviter une double imposition.

Seules les dettes hypothécaires directement liées au domaine agricole (bâtiments utilisés dans le cadre de l'activité agricole) font partie de la fortune professionnelle.

Les charges sociales (AVS/AI, APG, AC), les cotisations à des institutions de prévoyance (2ème pilier et 3ème pilier a) en corrélation avec le salaire de l'exploitant sont à déduire sous l'annexe **MO**. Une cotisation paritaire (privé-professionnel) pour les cotisations AVS et de 2ème pilier est admise pour autant que cette pratique soit constante dans le temps.

Les noms, les prénoms et les montants des différents bailleurs ou fermiers liés aux surfaces prises à ferme ou en fermage doivent nous être communiqués. Si un bail à

ferme écrit existe, veuillez nous remettre une copie du contrat. Dans le cas d'un contrat oral, merci de nous en préciser les clauses.

Pour tous les frais d'entretien des biens agricoles, veuillez nous remettre les copies des factures y relatives en y indiquant le numéro de la parcelle et du bâtiment concernés.

Seules les primes d'assurances commerciales liées aux bâtiments agricoles (bâtiment, incendie, grêle, etc...) sont considérées comme des frais généraux.

Les frais d'eau, d'électricité, de chauffage et de téléphone déduits ne doivent concerner que la part commerciale. A contrario, une part privée forfaitaire, déterminée selon la notice fédérale NL1/2007, est à déduire du montant global.

Les intérêts de dettes privées ne sont pas considérés comme des charges commerciales. Ces derniers sont à ressortir des frais généraux et à reporter sous l'annexe **E** (Intérêts et dettes) de la déclaration d'impôts.

Compte d'ajustement de marchandises



G-PP13M6

M₆

Compte d'ajustement de marchandises

Résultat intermédiaire avant ajustement marchandises et amortissements		ICC et IFD	
		1. et 2. Revenu	
Inventaire au 31.12			
Inventaire au 01.01	-		
Débiteurs au 31.12			
Débiteurs au 01.01	-		
Fournisseurs au 01.01			
Fournisseurs au 31.12	-		
Amortissements totaux selon tableaux ci-dessous	-		
Bénéfice net A reporter sur la feuille récapitulative, code 12.00, col. 1 et 2			

Veuillez remplir la rubrique du résultat intermédiaire avant ajustement marchandises et amortissements (total des recettes moins total des frais généraux) et compléter les points inventaires, débiteurs et fournisseurs.

La valeur du cheptel vif doit être comprise dans l'inventaire.

Une fois le tableau des amortissements de l'exercice dûment complété et le total reporté au point amortissements totaux, vous obtenez votre bénéfice net ou perte nette.

Tableau des amortissements de l'exercice

Perte nette A reporter sur la feuille récapitulative, code 57.00, col. 1 et 2

Tableau des amortissements de l'exercice			
Veuillez remplir le tableau ci-dessous de manière précise et détaillée et nous remettre un tableau additionnel si nécessaire			
Dénomination de l'actif immobilisé			
Date d'acquisition de l'actif immobilisé			
Taux d'amortissement appliqué			
Valeur en début d'exercice			
Acquisitions et apports privés	+		
Ventes et transferts dans la fortune privée	-		
Amortissements comptables	-		
Valeur en fin d'exercice			
Dénomination de l'actif immobilisé			
Date d'acquisition de l'actif immobilisé			
Taux d'amortissement appliqué			
Valeur en début d'exercice			
Acquisitions et apports privés	+		
Ventes et transferts dans la fortune privée	-		
Amortissements comptables	-		
Valeur en fin d'exercice			

Veuillez remplir le tableau des amortissements de l'exercice (biens immobiliers agricoles, installations d'exploitation, machines, mobilier, véhicules, etc...) de manière précise et détaillée.

La notice A/2001 publiée par l'Afc fixe des taux considérés comme usuels en matière d'amortissement. Tout montant supérieur au taux admis en droit fiscal est à reporter sous cette rubrique.

Nous vous prions de remplir une colonne par bien immobilier et non pour l'ensemble du poste concerné.

Lors d'une nouvelle acquisition, veuillez nous remettre impérativement le contrat d'achat, ainsi que, le cas échéant, une décision relative à la subvention touchée.

Documents complémentaires à joindre à la déclaration fiscale

- Un tableau additionnel au tableau des amortissements de l'exercice si nécessaire
- La liste détaillée des fermages
- La liste détaillée des biens pris à ferme
- Les justificatifs relatifs aux améliorations de biens agricoles et aux nouvelles constructions
- La décision de l'autorité compétente ainsi que le décompte final de l'opération pour toute subvention et/ou indemnité touchées lorsque celles-ci évoluent significativement par rapport à l'année précédente
- Le relevé des cotisations sociales (AVS) ou des acomptes de cotisations payés en 2013
- Les décisions définitives reçues de la caisse de compensation (AVS) des cotisations sociales liées à une période fiscale précédente
- Le(s) justificatif(s) des cotisations de prévoyance professionnelle acquittées en 2013
- Le(s) justificatif(s) des rachats de la prévoyance professionnelle effectués en 2013
- Le(s) justificatif(s) des cotisations 3ème pilier a (prévoyance liée) effectuées en 2013

Les documents ci-dessus sont essentiels et doivent nous être impérativement remis avec votre déclaration d'impôt

Délai de retour de la déclaration

Votre déclaration, avec ses diverses annexes, est à nous retourner dans le délai ordinaire du 31 mars 2013. S'il ne vous est pas possible de nous la renvoyer dans ce délai, une demande de prolongation peut être formulée, selon les modalités suivantes :

	Délai	
Délai ordinaire	30.03.2013	Téléphone + 41 22 546 94 00 Internet http://ge.ch/impots Internet (AeL) http://ge.ch/impots/acl
Première prolongation	30.06.2013	Courrier Administration fiscale cantonale Service du registre fiscal Case postale 3937 1211 Genève 3
Prolongation exceptionnelle (avec indication d'un motif)	31.07.2013	Fax + 41 22 327 49 91

Conditions d'octroi d'une prolongation de délai

Motif

Aucun motif n'est exigé pour l'obtention de la première prolongation.

Les demandes subséquentes doivent par contre être motivées, sans quoi elles seront refusées.

Les contribuables ayant leur domicile principal hors du canton de Genève à la fin de la période fiscale et qui ont obtenu des délais plus longs que ceux indiqués dans le tableau ci-dessus doivent indiquer «Accord canton domicile» comme motif.

Notre administration se réserve le droit de demander une copie papier de l'accord du canton du domicile principal ou du siège.

Païement des acomptes

Selon notre pratique, un délai n'est accordé qu'à la condition que les acomptes n'aient été régulièrement versés.

Confirmation du délai

Pour chaque demande déposée, une communication est adressée au demandeur précisant si le délai a été accordé.

Déclarations provisoires

A toutes fins utiles, nous rappelons que les déclarations provisoires ne sont pas acceptées.

Emoluments

Conformément aux dispositions de l'article 2 du Règlement fixant les émoluments de l'administration fiscale cantonale (REmAFc) (D 3 19.03), les émoluments suivants seront facturés au contribuable concerné pour la prolongation du délai pour le retour de sa déclaration (à compter du délai initial) :

Jusqu'à 3 mois	CHF 10.-
Jusqu'à 5 mois	CHF 20.-
Au-delà de 5 mois	CHF 40.-

